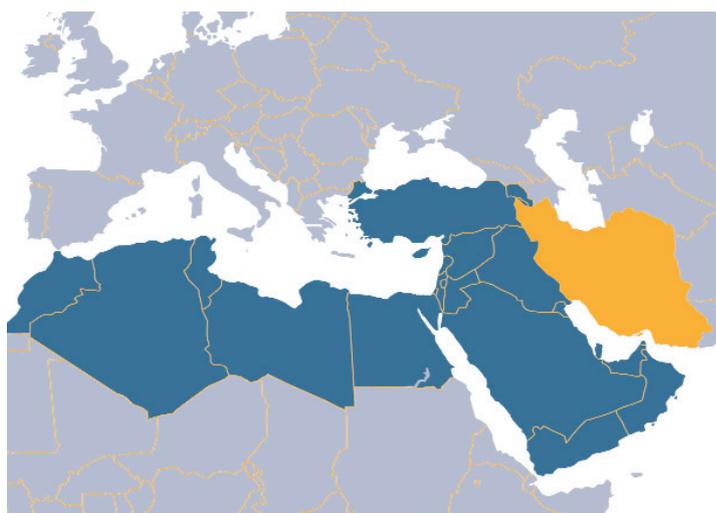

Iran 2007: entre défis et incertitudes



Denis Bauchard

Mai 2007



Centre
Maghreb/Moyen-Orient (MOM)

L'Institut français des relations internationale est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit libre-ment ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Remerciements

La carte en couverture de la collection a été offerte gracieusement à l'Ifri par Philippe Rekacewicz et retravaillée par les soins de Gilles Guidieri.

© Tous droits réservés - Ifri, Paris, 2007
ISBN : 978-86592-194-2

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax: 33 (0)1 40 61 60 60
E-mail : ifri@ifri.org

Eur-Ifri
22-28 Avenue d'Auderghem
1040 - Bruxelles - Belgique
Tél. : +(32) 2 238 51 10
Fax : +(32) 2 238 51 15
E-Mail : info.eurifri@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

L'actualité moyen-orientale, riche en turbulences, semble maintenant se concentrer sur l'Iran qui entend s'affirmer comme une puissance régionale et développe son influence sur cette zone, notamment à travers les communautés chiites. Ce pays est vu en Occident comme représentant une réelle menace pour la stabilité de la région et même pour sa propre sécurité. Revendiquant le leadership du « front du refus » contre les États-Unis, il est ainsi accusé d'entretenir des foyers de crise, voire de terrorisme de l'Afghanistan jusqu'aux Territoires palestiniens en passant par l'Irak. Pour leur part, les responsables iraniens, mais également l'opinion publique, développent une mentalité d'assiégés, dénonçant la présence des troupes américaines et britanniques à proximité, tant en Irak que dans plusieurs pays de la péninsule arabique et en Ouzbékistan ; ils constatent que leur pays est entouré de puissances nucléaires et accusent les pays occidentaux de vouloir déstabiliser la République islamique en entretenant de l'agitation dans les minorités kurdes, arabes ou béloutches.

Dans ce contexte, on peut s'interroger sur les objectifs de l'Iran, sur la répartition du pouvoir au sein du régime, sur les moyens à sa disposition pour étendre son influence, sur l'effet des pressions de la communauté internationale, sur l'avenir même du régime.

Ce texte essaie d'apporter sur ces différentes interrogations, des éléments de réponse sur un pays qui, comme les miroirs persans, reflète une image chatoyante mais complexe de la réalité¹.

1 « For me, the mirrors-mosaics are emblematic of Iran. Iran can be dazzling and lightfilled, a reflection of its complexities; but it can be also cold, confusing and impenetrable. » in Elaine Sciolino, *Persian mirrors. The Elusive face of Iran*, Simon & Shuster, 2000, p. 8.

De vives tensions politiques

L'élection de Mahmoud Ahmadinejad a été une surprise aussi bien pour les observateurs étrangers, qui s'attendaient à la victoire de Rasfandjani que pour les électeurs iraniens eux-mêmes. Candidat laïc, intègre, d'origine modeste, Ahmadinejad est apparu comme l'homme d'une génération, celle des jeunes acteurs de la révolution islamique de 1979 et de la « guerre sacrée » contre l'Irak, avide de prendre des responsabilités. Cette élection a plongé l'Iran dans une période d'incertitudes, ponctuée d'affrontements internes sur le plan politique et économique.

La mise en place des hommes du président

Le président a en effet procédé à une série de nominations d'hommes qui lui sont proches tant dans les administrations que dans les entreprises publiques ou les universités. Ces nominations ont été faites, soit à la suite de démissions, notamment au ministère des affaires étrangères, de personnes qui ne souhaitent pas travailler avec la nouvelle équipe, soit de « placardisation », soit à la suite de décisions de mise à la retraite, de rappel ou de révocation. « Les hommes du président » sont souvent d'anciens *pasdarans* qui ont fait la révolution de 1979, alors qu'ils avaient entre 20 et 30 ans, puis ont combattu contre l'Irak et qui revendiquent maintenant des postes de responsabilité. Cette politisation de la fonction publique ne va pas sans réactions et de nombreux fonctionnaires remerciés viennent grossir les rangs des mécontents. Les principales sociétés publiques, comme la NIOC, (la société nationale pétrolière) ou Iran Khodro, qui assure la production automobile, ont vu leur état-major remplacé. Dans les universités, le pouvoir a agi avec plus de prudence ne voulant pas accentuer l'opposition larvée au régime qui se développe en milieu étudiant. L'accueil houleux réservé en décembre 2006 au président Ahmadinejad à l'université Amir Kebir de Téhéran, où il a été reçu aux cris de « A mort le dictateur », a sonné comme un avertissement.

Le rappel à l'ordre moral

L'arrivée du nouveau président s'est accompagnée également d'une politique de rappel à l'ordre moral. La chasse aux antennes satellitaires, en principe interdites, a été reprise avec une nouvelle vigueur. Les contrôles sur les tenues vestimentaires se sont renforcés, notamment en milieu universitaire où la sanction peut aller jusqu'à l'exclusion. La police vient d'interdire, par circulaire, aux salons de coiffure pour hommes de faire des coupes de cheveux à l'occidentale, les maquillages du visage et les soins des sourcils (sic). La police multiplie les avertissements contre les femmes accusées de négligence dans le port du voile (*bad-hedjabi*) et s'en prend à la presse réformatrice qui critique son action dans ce domaine. Une stricte application des dispositions de la loi qui vise à « conformer les soins médicaux à la Charia », notamment en interdisant à des médecins de sexe masculin d'examiner les femmes. Tout récemment encore, le directeur de la télévision d'État a annoncé que les programmes de fiction et de divertissement devaient comporter des scènes de prières, sous peine d'interdiction. Cette campagne n'a pas épargné les universités : un professeur de la faculté des Beaux-Arts de l'université de Téhéran vient d'être écarté pour « avoir violé les valeurs religieuses en harcelant une étudiante croyante »

Cette politique ne va pas sans contradictions apparentes ou réactions négatives. Le président après avoir combattu le principe de la présence des femmes dans les stades de football, a proposé pendant la coupe du monde de 2006 d'autoriser les femmes, dans un périmètre séparé, à assister aux matchs. Cette décision, reçue très favorablement par les intéressées, a été bloquée par le Conseil des Gardiens de la Révolution². Ahmadinejad a ainsi acquis une popularité à bon compte. Autre exemple : en principe les hommes et les femmes doivent s'asseoir séparément dans les autobus mais se côtoient dans les taxis collectifs.

Cette politique se heurte tout d'abord à l'ampleur de la tâche à accomplir : débarrasser une agglomération de 12 millions d'habitants comme Téhéran de toute antenne satellitaire est une tâche sans fin. Elle se heurte également à la passivité, à la mauvaise volonté, voire à la contestation de la population, qui fait le gros dos ou qui joue au jeu du chat et de la souris. De nouvelles antennes satellitaires sont mises en place après le passage des policiers, les tenues vestimentaires se relâchent dès que les policiers sont partis ; les coupes de cheveux sont de moins en moins islamiquement correctes.

² Il a pour fonction de vérifier la conformité des lois avec la constitution.

Une liberté d'expression menacée

Il est clair que la liberté d'expression, après s'être épanouie à la fin des années 90, grâce au président Khatami, est maintenant sérieusement affectée. L'emprisonnement et les poursuites engagées en juin 2006 contre Ramin Jahanbegloo, un universitaire réformiste influent, ont été conçus comme un avertissement très clair à l'égard des milieux intellectuels. Il ne fut libéré qu'après avoir été contraint de reconnaître que des « agents étrangers » avaient pu exploiter ses propos ; deux mois après sa libération, il a préféré quitter le pays. Beaucoup d'intellectuels s'inquiètent et évitent de s'afficher avec des ressortissants étrangers.

S'agissant de la presse, répression et ouverture alternent en fonction des luttes de clan. Après plusieurs mois de suspension, trois journaux qui avaient manifesté leur liberté de penser, dont le quotidien réformiste *Shargh*, qui avait joué un rôle important dans l'élection de Khatami, ont été autorisés à reparaitre par décision de justice. Certains sujets restent tabous, qu'il s'agisse de l'action du Guide, l'ayatollah Ali Khamenei, ou de la question d'Israël ; d'autres ne peuvent être traités qu'avec prudence. La gamme des moyens de pression ou de répression est très large : « recommandations » du ministère de l'information, avertissement, intimidation, agression physique, emprisonnement. Une nouvelle loi permet ainsi de poursuivre en justice non seulement les directeurs de journaux, mais également les journalistes pris individuellement.

Cette répression peut toucher également des doubles nationaux résidant habituellement à l'étranger qui, à leur passage en Iran, peuvent subir des intimidations, voire être emprisonnés, les autorités iraniennes ne reconnaissant pas la double nationalité. Un exemple vient d'en être donné avec l'arrestation, en avril dernier, pour « atteinte à la sécurité nationale » de Mme Haleh Esfandiari, chargée du département Moyen-Orient au Woodrow Wilson Center de Washington. Résidant aux États-Unis depuis vingt-six ans, et ayant la nationalité américaine, elle s'efforçait de développer le dialogue entre l'Iran et l'Occident, notamment en organisant des séminaires auxquels participaient des universitaires iraniens. L'emprisonnement de plusieurs autres irano-américains, conduit à penser que le pouvoir entend disposer de monnaies d'échange pour négocier avec les États-Unis la libération d'« espions » arrêtés en Irak.

Mais cette répression peut toucher des personnalités du régime, proches des anciens présidents Rafsanjani ou Khatami. Ce fut le cas notamment de Mohamed Moussavian, qui faisait partie de l'ancienne équipe de négociation sur le nucléaire : emprisonné puis libéré sous caution, il a été la victime de luttes d'influence entre clans rivaux.

Une intrusion présidentielle dans la politique étrangère

Un autre aspect de l'action du président qui suscite des réactions négatives, y compris dans les milieux conservateurs, est son intrusion bruyante dans le champ de la politique étrangère. Sa définition relève du domaine réservé du Guide et de son conseiller diplomatique, Ali Akbar Velayati, ancien ministre des affaires étrangères. Il est assisté du Conseil supérieur de la sécurité nationale, dont le secrétaire général est Ali Larijani, qui dirige par ailleurs l'équipe de négociation sur le contentieux nucléaire. Le président n'est donc qu'un des acteurs de la politique étrangère, et traditionnellement, il n'est pas le plus important. Par ses tournées fréquentes à l'étranger, par ses propos agressifs, voire provocateurs (« il faut rayer Israël de la carte »), par ses initiatives inacceptables (le colloque sur l'holocauste), il apparaît comme un élément perturbateur de la politique internationale de l'Iran à un moment délicat de son histoire. Un coup d'arrêt, semble-t-il, a été donné à son activisme : le Guide lui aurait enjoint de libérer au plus tôt les marins britanniques ; et l'a empêché de se rendre à New York au moment de la discussion sur le projet qui devait devenir la résolution 1747. Le conseiller diplomatique du Guide est ainsi sorti de l'ombre et recherche le contact : Ali Akbar Velayati multiplie les interviews dans les médias occidentaux. La création du CSRE – le Conseil supérieur des relations extérieures – présidé par Kamal Kharazi, également ancien ministre des affaires étrangères réformiste, va dans le même sens.

Cet activisme diplomatique du président a suscité des réactions négatives, jusque dans les rangs mêmes des éléments les plus conservateurs, beaucoup de responsables estimant que ses propos ou initiatives sont contre-productifs et affectent les intérêts de l'Iran. Il s'agit moins d'un désaccord sur le fond – il existe un consensus sur les grandes orientations de la politique étrangère, y compris sur le nucléaire – que sur la forme provocatrice et les moyens utilisés par le président.

La politique économique et sociale du président – cf. ci-après – étant également contestée, on comprend mieux que **l'opposition interne venant de personnalités importantes** du régime se renforce. Une coalition s'est ainsi construite à la suite du rapprochement entre les anciens présidents Rasfandjani et Khatami, auquel s'est joint Mehdi Karoubi, ancien candidat à la présidence. Mohamed Bagher Qalibaf, également ancien rival malheureux d'Ahmadinejad et maire de Téhéran, affirme lui aussi, avec une tonalité différente, son opposition au président. C'est cependant Hachémi Rasfandjani qui a pris la tête de l'opposition. Ses fonctions de président du Conseil de Discernement, et sa réélection récente comme vice-président de l'Assemblée des Experts, lui donnent les moyens de se faire entendre et l'ont conduit à s'affirmer, notamment par des propos très critiques à

l'égard de la politique économique du président. Il est vrai que l'échec de l'ayatollah Mesbah-Yazdi, soutien affiché d'Ahmadinejad lors de l'élection à l'Assemblée des Experts, en décembre 2006, et des partisans du président aux élections municipales, en particulier à Téhéran, contribuent au renforcement de l'opposition. Celle-ci s'étend maintenant des réformistes aux conservateurs pragmatiques. Elle s'est manifestée également au Parlement : une motion a été votée par 150 députés (sur 290), proposant, « pour des raisons de cohérence », de faire coïncider le mandat du *majles* qui se termine début 2008, avec celui du président, qui s'achève mi-2009. En fait, la majorité du Parlement a voulu ainsi manifester son souhait de mettre fin de façon prématurée au mandat du président. Le Conseil des Gardiens s'est opposé à ce texte qui doit maintenant être examiné au niveau du Conseil de Discernement.³

Est-ce pour le président Ahmadinejad le « début de la fin » ? Il est sûr que par sa politique, et plus encore son comportement, il a réuni contre lui une vaste opposition de l'establishment du régime. Cependant, son activisme, sa politique clientéliste, l'image d'intégrité qu'il continue de donner, ses fréquents déplacements sur le terrain en province font qu'il conserve dans l'Iran profond une réelle popularité. Après les échecs qu'il a subis lors des élections de décembre 2006, il essaie de reprendre l'initiative. L'affaire des marins britanniques comme le vote de la résolution 1747 lui en ont fourni l'occasion. Ses interventions publiques se font de plus en plus affirmées en matière de politique intérieure. Le 16 mai, défendant son bilan économique et social devant la conférence réunissant les cadres des *Bassidjis*⁴, il a ainsi accusé, sans le nommer, Rasfandjani, d'utiliser de façon mensongère les statistiques officielles. L'arrestation de personnalités proches de celui-ci témoigne de sa pugnacité et de sa volonté de consolider sa position. Le renforcement des sanctions, a fortiori une intervention militaire, aurait sans doute également des effets pervers : le président pourrait jouer sur le fort sentiment nationaliste iranien pour consolider une position menacée et faire porter aux pays occidentaux la responsabilité des difficultés économiques du pays.

Tout pourrait dépendre finalement du Guide. Dans le jeu de poids et contre poids du système politique iranien, il reste non seulement l'arbitre mais le décideur en dernier recours sur tous les sujets essentiels. À cet égard, les prochaines élections législatives, qui se dérouleront en mars 2008, constitueront un moment de vérité. Si le *majles* est dominé par une majorité fortement hostile au président Ahmadinejad, il n'est pas exclu qu'une épreuve de force intervienne, même si les pouvoirs du Parlement sont limités. Le filtrage des candidats par le Conseil des Gardiens de la Révolution sera surveillé de près par les protagonistes.

3 Le Conseil de Discernement, présidé par H. Rasfandjani, est notamment chargé d'arbitrer les conflits entre le conseil des gardiens de la révolution et le *majles*.

4 Les *Bassidjis*, combattants volontaires pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), sont désormais chargés par les autorités de veiller au respect des normes islamiques au sein de la population.

Des incertitudes économiques

Dans le domaine économique, le bilan du président, qui sur bien des points ne fait que poursuivre la politique de son prédécesseur, est critiqué. Par sa politique clientéliste il sacrifie le développement à long terme pour des actions à effets immédiats.

Une situation économique difficile...

Certains indicateurs restent favorables Le budget est apparemment équilibré, la balance commerciale est largement excédentaire ; il en est de même du solde de la balance des paiements courants excédentaires de 14 Mds/\$ pour l'année 2006-2007 ; les ressources tirées de l'exploitation des hydrocarbures restent à un niveau élevé (52 Mds/\$ pour la dernière année fiscale) : elles représentent le quart du PIB, près de ma moitié des recettes budgétaires et 82 % des exportations ; le taux de croissance reste soutenu (5,4 % pour 2006-2007) ; l'endettement extérieur est faible et ne croît pas (24 Mds/\$).

Derrière cette façade, se cachent de **réelles vulnérabilités** que la mise en oeuvre des sanctions internationales risque d'accentuer.

Si la croissance est forte, elle est largement due à la hausse des prix des hydrocarbures et n'est pas suffisante pour donner un emploi aux sept cent mille jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. De fait le taux de chômage, officiellement de 12 %, serait en réalité de l'ordre de 30 % : ses effets sont atténués par le développement du travail au noir et par la solidarité familiale. Le taux d'inflation continue d'être élevé (23 %), laminant les revenus de la population, les salaires ne suivant pas. La dépendance vis-à-vis des hydrocarbures reste très forte à un moment où la production de pétrole a tendance à baisser, faute d'investissements, et où la production de gaz ne décolle pas, pour les mêmes raisons, alors que l'Iran possède les secondes réserves mondiales. Or la consommation intérieure de produits pétroliers, compte tenu de l'importance de la population et du fort taux de motorisation, oblige l'Iran à importer 40 % de ses besoins en essence, faute de capacités de raffinage suffisantes. Si les tendances actuelles se prolongent, la production de pétrole du pays serait, selon une étude effectuée par Roger Stern, de

l'American Scientist Organisation, totalement absorbée par la consommation intérieure d'ici 2020.

La politique budgétaire du président est essentiellement clientéliste sacrifiant les dépenses en capital aux dépenses courantes en très forte hausse. Il poursuit en l'accentuant, une politique de facilité qui lui est antérieure. Les produits de base sont largement subventionnés : ainsi en est-il de l'essence, vendue à 7 centimes d'euros le litre, de l'électricité, de la farine. Au total, l'impact de telles subventions sur le budget est de l'ordre de 32 Mds/\$, dont 13 Mds pour la seule essence. Chaque déplacement du président en province s'accompagne d'annonces de financements généreux pour satisfaire les demandes locales. Dans ces conditions, le Fonds de stabilisation pétrolier (OSF), qui est censé affecter les ressources pétrolières au financement d'investissements, s'évapore : il ne représente plus que 9 Mds/\$. Des mesures sont envisagées, sous la pression du Parlement, pour revenir à la vérité des prix : un dispositif aurait dû être mis en place le 21 mai : au-delà d'une certaine quantité, la liberté des prix de l'essence serait rétablie. Mais les autorités redoutent qu'une telle mesure suscite des troubles sociaux et affecte les intérêts de leur clientèle traditionnelle. En définitive, la décision a été reportée à septembre ; beaucoup doutent qu'elle soit mise effectivement en œuvre. Dans l'immédiat, des mesures plus modestes ont été prises : augmentation de 25 % du prix de l'essence, qui demeure faible en valeur absolue (10 centimes d'euros) ; mise en place d'une « carte intelligente », fixant par personne une quantité maximum d'achat journalier. La portée de ces mesures reste cependant limitée ; elles peuvent même avoir des effets pervers en contribuant à créer un trafic autour des cartes.

Les investissements, notamment dans le domaine énergétique, ne sont pas à la hauteur des enjeux : nécessité de développer les infrastructures publiques, de moderniser un appareil de production de pétrole vétuste, de mettre en valeur les importantes réserves de gaz. Or selon le ministre du pétrole, 55 milliards d'investissements seraient indispensables d'ici 2015 pour faire passer la production à 5,4 Mb/j. Cette incapacité à investir est liée tout d'abord aux difficultés du pouvoir à prendre des décisions, compte tenu notamment des tensions entre les différentes administrations ou factions en présence. La gestion du secteur public est défailante pour de multiples raisons : politisation de la nomination des responsables, lourdeurs bureaucratiques, rigidité des procédures. Enfin les investisseurs, tant iraniens qu'étrangers, sont découragés par le caractère aléatoire et laborieux des négociations sur les projets lourds, le climat général des affaires, l'interférence des *pasdarans* dans la vie économique, les conditions de rémunération des capitaux investis, les déclarations intempestives du président. On assiste à une évasion de capitaux iraniens qui contribuent à la prospérité de Dubaï. Quant aux investisseurs étrangers, y compris les mieux disposés à l'égard de l'Iran, comme les sociétés chinoises ou indiennes, ils sont dans une position d'attente. Les effets d'annonce du gouvernement cachent

mal en fait l'absence de décision effective et la pénurie de sources de financement, notamment dans le domaine des hydrocarbures qui demandent des investissements lourds. Les *Memorandum of Understanding* – MOU – signés récemment, restent le plus souvent sans suite et les projets dorment dans les cartons. Depuis 2002, pratiquement aucun grand projet n'a vu le jour ; les seuls projets en cours sont modestes, faute notamment de pouvoir réunir des financements importants qui supposent l'appel à des banques étrangères.

La vie économique reste dominée par la présence d'un secteur public important – notamment dans les secteurs clefs : hydrocarbures, pétrochimie, industrie automobile, télécommunications – qui représente à lui seul 35 % du PNB. En effet, le régime contrôle l'économie, soit directement à travers les entreprises publiques, soit indirectement à travers les fondations qui sont de véritables holdings. Malgré la décision de principe prise et le rappel à l'ordre récent du Guide, la politique de privatisation est en panne compte tenu de la mauvaise volonté évidente du gouvernement

Cette situation contribue à expliquer **un mécontentement évident de la population** à l'égard du président et de sa politique économique et sociale. La vie quotidienne est difficile : la faiblesse des salaires conduit beaucoup d'Iraniens à exercer deux, voire trois métiers ; l'inflation lamine le niveau de vie ; les logements en milieu urbains sont rares et chers.

...qui risque être aggravée par l'effet des sanctions

Dans un tel contexte économique, les sanctions dont l'Iran fait l'objet, commencent à avoir des effets perceptibles.

Le Conseil de sécurité a adopté à deux reprises, par les résolutions 1737 du 27 décembre 2006 et 1747 du 2 avril 2007, **des sanctions progressives et réversibles**. La dernière résolution complète la première en interdisant l'exportation par l'Iran de toute arme, mais n'interdit pas l'exportation d'armes à celui-ci compte tenu de l'opposition de la Russie et de la Chine : elle se contente d'en appeler, à la « vigilance et à la retenue. » Un même appel est formulé en ce qui concerne les relations financières. En revanche, elle étend à de nouvelles entités ou individus, énumérés par leur nom, le gel des avoirs et transactions financières de même qu'un appel à la vigilance concernant le déplacement de certaines personnes. En fait, cette disposition vise explicitement des entreprises liées aux *pasdarans*, notamment la banque *Sepah*, de même que certains responsables de haut rang de ce corps.

Cependant, les effets directs des sanctions récemment décidées à travers les résolutions des Nations Unies restent limités :

elles ont plus une valeur politique et symbolique qu'un impact réel. Mais les décisions du Conseil de Sécurité, en soulignant l'isolement de l'Iran, contribuent bien évidemment à créer un climat très défavorable au développement des affaires avec ce pays.

De fait, les sanctions les plus directement efficaces sont celles que l'on peut qualifier d'informelles, c'est-à-dire celles résultant des « conseils » donnés par les autorités américaines, notamment la Trésorerie. Un de ses responsables a fait récemment une tournée en Europe. À chaque étape, il a réuni les banques de la place, sans en informer au préalable les autorités nationales et leur a demandé de réduire, voire de cesser leurs financements au profit d'entreprises iraniennes. Ainsi, le conseil donné aux banques de ne pas s'engager financièrement en Iran n'a pu qu'accentuer les réticences déjà fortes des investisseurs étrangers à apporter des financements aux entreprises iraniennes. Plusieurs banques européennes, notamment l'UBS et le Crédit Suisse, se sont ainsi retirées. De même, l'accès aux technologies sophistiquées dans le domaine pétrolier et gazier est de plus en plus difficile. Le « succès » souligné par le ministre du pétrole du Salon International du Pétrole et du Gaz qui a été organisé récemment à Téhéran, ne doit pas faire illusion. Malgré la présence de nombreuses sociétés étrangères, l'importation de matériels sophistiqués est de plus en plus problématique. Il en est de même dans le domaine aéronautique, tant pour les avions civils que militaires, qui intègrent des composants fabriqués aux États-Unis. La combinaison de la loi d'Amato et de la réglementation sur les matériels sensibles rend difficile l'approvisionnement en pièces détachées.

Certes, Dubaï reste pour l'Iran une fenêtre sur l'extérieur qui lui permet de contourner les mesures prises à son égard. Le fait que les Émirats Arabes Unis soient le premier fournisseur de l'Iran – 9 Mds/\$ en 2006-2007 –, témoigne de l'importance des flux commerciaux indirects, en provenance notamment des États-Unis ou portant sur des matériels frappés d'interdiction. Cependant, longtemps laxistes, les autorités américaines, par la menace ou la persuasion, ont découragé les entreprises américaines de contourner la loi d'Amato à travers leurs filiales installées à l'étranger. Si celles-ci ne sont pas totalement absentes – certaines d'entre elles avaient un stand au salon précédemment cité –, il s'agit essentiellement de produits courants. Le recours à la contrebande, notamment via Dubaï est certes possible : il est de plus en plus coûteux et aléatoire.

Vers une option militaire ?

La détermination de l'Iran à revendiquer sa « souveraineté nucléaire » semble totale et laisse peu d'espoir à une solution négociée du contentieux existant entre la « communauté internationale » et ce pays malgré les propos apaisants d'Ali Akbar Velayati ou Ali Larijani exprimés dans leurs interviews à la presse internationale. Ces initiatives sont vues comme des manœuvres dilatoires. Une telle position semble faire consensus, même si de fortes divergences existent quant à la façon de gérer les négociations avec les pays occidentaux. Si le président n'est pas en charge des questions nucléaires, il est évident que ses déclarations pèsent dans le débat et ne peuvent que compliquer la tâche d'Ali Larijani, le chef de la délégation iranienne.

Le scepticisme iranien

Dans ce contexte, l'option militaire reste « sur la table »⁵ pour reprendre l'expression du président Bush et le scénario d'une intervention chirurgicale demeure possible et, aux yeux de certains, probable si l'Iran persiste dans sa position. **Or, un tel scénario semble rencontrer le scepticisme** aussi bien **des autorités** que de **l'opinion publique**, qui se disent persuadées qu'il n'y aura pas d'intervention militaire américaine. De fait, aucun signe tangible ne laisse penser que les autorités iraniennes se préparent à une telle éventualité.

Cette attitude semble reposer sur plusieurs considérations :

- Les États-Unis sont englués en Irak et en Afghanistan. Ils ne peuvent se permettre de se lancer dans une nouvelle intervention militaire, dont le succès est, en toute hypothèse, aléatoire compte tenu de la dispersion des sites et de leur haut degré de protection.
- L'administration Bush « a besoin de nous ». Cette affirmation se fonde sur le fait que les autorités iraniennes pensent que les Américains ne pourront sortir « dans l'honneur et la dignité » du guêpier irakien qu'avec la coopération de l'Iran qui,

⁵ cf. Chatham House, *Israël and Iran, from war of words to words of war*, Briefing Paper, Mars 2007, 8 p.

seul, aurait la capacité d'influence permettant un apaisement, puis une normalisation de la situation.

- L'Iran est « un grand pays aguerri » par les longues années de guerre contre l'Irak ; il dispose d'une armée « puissante » de 400 000 hommes. À l'armée régulière, il convient d'ajouter 120 000 *pasdarans*, qui représentent une force d'élite bien entraînée et bien équipée. Ces deux composantes disposent de moyens sophistiqués, y compris de missiles, comme le Shehab 3, qui peut atteindre Israël. Cet argument ne prend évidemment pas en compte la faiblesse des moyens, en termes quantitatifs et qualitatifs, de l'armée de l'air, dotée essentiellement de F 14, datant de l'époque du Shah, dont une partie a été cannibalisée pour récupérer les pièces de rechanges nécessaires, et de Migs acquis auprès de l'URSS en 1986. La situation de la marine n'est guère plus brillante : elle dispose seulement de trois sous-marins, d'origine soviétique, qui peuvent lancer des torpilles mais pas des missiles et qui ont un besoin urgent d'être modernisés. En revanche, l'armée comme les *pasdarans* pourraient mener des actions de représailles contre les troupes américaines en Irak avec l'appui des milices chiites financées par l'Iran, notamment l'armée du Mahdi, ou contre le contingent européen de la Finul, avec l'appui du *Hezbollah*.

- Les Russes et les Chinois s'opposent, y compris par un veto, à toute intervention militaire. Le pouvoir ne pense pas que, compte tenu du précédent irakien, les États-Unis osent de nouveau agir seuls et sans mandat du Conseil de sécurité.

Cette argumentation confirme le complexe de supériorité ambiant en Iran, la méconnaissance des autorités comme de la population du degré d'isolement international de l'Iran. Elle mésestime la force des sentiments hostiles à l'égard du régime iranien qui règne aux États-Unis où l'opinion n'a toujours pas oublié l'humiliation subie lors de la crise des otages de 1979. Elle méconnaît également la détermination des autorités américaines à s'opposer à l'acquisition de l'arme nucléaire qui représente, selon Israël, une « menace existentielle » et qui ferait voler en éclats le régime de non-prolifération.

Des signes de détente

Des signes de détente sont apparus récemment de part et d'autre. Du côté américain, après avoir fait de la suspension de l'enrichissement un préalable à tout contact direct avec l'Iran, Condoleezza Rice a finalement accepté une rencontre à haut niveau. La récente conférence de Charm el Cheikh consacrée à l'Irak, à laquelle ont participé la secrétaire d'État et le ministre des affaires étrangères iranien, a été l'occasion en effet de nouer des contacts qui ont

débouché le 28 mai sur la rencontre à Bagdad des ambassadeurs américains et iraniens en Irak, Ryan Crocker et Hassan Kazemi-Qomi. Certes, ces discussions officielles, les premières depuis 1980, ne porteraient en principe que sur les problèmes irakiens ; il n'est pas exclu qu'elles puissent s'étendre à d'autres sujets. Du côté iranien, une initiative a été prise par plusieurs députés proposant de créer un groupe d'amitié Parlementaire entre l'Iran et les États-Unis. Cependant, la lecture de la presse iranienne fait apparaître des divergences, parfois violemment exprimées sur l'opportunité de tels contacts. Quelques jours avant la rencontre, le Guide, lui-même, aurait déclaré, selon le journal ultra-conservateur *Kayhan*, que « la politique de l'Iran ne changera pas tant que Washington fera preuve d'arrogance ». Le président n'est pas en reste : il aurait déclaré le 18 mai, selon un journal conservateur, que « la négociation avec les États-Unis était impossible ». En toute hypothèse, la reprise d'un véritable dialogue avec les États-Unis ne peut être que lente et laborieuse. De son côté, Dick Cheney, à bord du porte-avions John C. Stennis, qui croise à proximité des côtes iraniennes, n'a pas manqué de rappeler que les États-Unis entendaient « empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire et de dominer la région »

Dans l'immédiat, il est probable que l'on s'achemine vers **une troisième résolution** sur les sanctions qui pourraient être prises dans les prochaines semaines, comme l'a laissé entendre Nicholas Burns, le secrétaire d'État adjoint américain. Des discussions ont commencé à New York en ce sens. Compte tenu d'un certain agacement du côté russe à l'égard du comportement iranien, il n'est pas impossible qu'une nouvelle étape soit franchie, par exemple dans le domaine financier. Mais on peut s'attendre à ce que les Russes, comme la Chine, fassent obstacle à tout texte qui affecterait sérieusement leurs intérêts.

L'option militaire reste sur la table

Au cas où les Iraniens persisteraient dans leur détermination à affirmer leur « souveraineté nucléaire » et que le seuil des trois mille centrifugeuses serait atteint, en principe en juin, quelle serait la position des États-Unis ? Beaucoup pensent que l'option militaire serait d'actualité malgré l'ampleur des risques militaires, mais surtout politiques qui seraient ainsi pris. Les réticences du Pentagone apparaissent de plus en plus évidentes au regard de la situation militaire sur les théâtres irakiens et afghans ; si les cibles nucléaires sont techniquement vulnérables, la gestion du « jour d'après » sera sans doute délicate et supposerait l'engagement de nouvelles forces à terre. Des indiscretions de presse ont fait état de l'opposition de l'Amiral William Fallon, patron du Centcom, et responsable à ce titre des opérations dans l'ensemble du Moyen-Orient, à toute intervention

militaire contre l'Iran. Ses réticences se seraient manifestées récemment par son opposition au déploiement d'un troisième porte-avions américain dans le Golfe, techniquement nécessaire pour une éventuelle intervention. Par ailleurs, on est conscient, du côté américain de l'opposition des Européens, y compris l'Allemagne et la Grande Bretagne, à toute intervention militaire, même sous forme de frappes chirurgicales, jugées hasardeuses et pouvant avoir des effets dévastateurs. À l'occasion de la publication de son nouveau rapport, le Directeur général de l'AIEA, constatant que les travaux d'enrichissement étaient un fait accompli, a estimé qu'il serait plus pertinent d'empêcher les activités nucléaires iraniennes d'atteindre un stade industriel plutôt que de vouloir les suspendre. Ses propos ont suscité de vives réactions de la part, en particulier, des États-Unis et de la France, qui l'ont accusé de laxisme.

Quoi qu'il en soit, il est clair que le moment de vérité approche.

Un régime à bout de souffle ?

Le mécontentement croissant de la population, notamment des jeunes à l'égard du régime en général et du président Ahmadinejad en particulier, est réel et se manifeste souvent sans détour. Il ne peut que croître compte tenu des perspectives économiques précédemment évoquées. Dans ces conditions, certains pensent, notamment aux États-Unis, que la République islamique pourrait s'écrouler, soit sous la poussée d'une intervention extérieure, soit de lui-même. Le régime est-il à bout de souffle ?

Plusieurs éléments ne permettent pas de partager ces anticipations.

- Il convient, tout d'abord, de **dissocier l'avenir du président, fortement contesté par une partie de l'establishment, de celui du régime lui-même**. Deux échéances proches sont importantes, les élections législatives début 2008 et présidentielles à la mi-2009. Ces deux échéances devraient normalement se traduire, compte tenu de l'état de l'opinion, par une perte d'influence, voire par le départ d'Ahmadinejad. Encore faudrait-il que le vote des électeurs ne soit pas manipulé ou qu'un danger extérieur ne crée une réaction de solidarité nationaliste dont il pourrait bénéficier.

- S'il existe bien une réaction de rejet à l'égard du régime, **il n'existe pas de véritable opposition organisée à l'intérieur** qui pourrait le menacer. Il n'y a pas de mouvements politiques prêts à affronter le pouvoir islamique. Le caractère sanglant de la révolution de 1979 est présent dans les mémoires. Au contraire, même si l'élite intellectuelle est persécutée, la masse de la population semble s'accommoder d'un régime moins pesant qu'il ne le paraît pour sa grande majorité. La sphère privée reste encore largement préservée et la population la défend, jouant au jeu du chat et de la souris lorsqu'elle veut sauvegarder son espace de liberté. Les mouvements sociaux, qui se développent et qui sont de plus en plus revendicatifs, pourraient remettre en cause cet équilibre. Ils sont souvent occultés par les médias et ne peuvent pas réunir des masses importantes. La politique de répression dosée, mêlant brutalités policières, arrestations des meneurs et concessions habilement distribuées, semble pouvoir maintenir une certaine paix sociale.

- Compte tenu de cette situation, **les pressions extérieures maladroites**, à plus forte raison une intervention

militaire, ne peuvent qu'affaiblir le camp des « libéraux » accusés de recevoir de l'argent de l'étranger et renforcer celui des éléments les plus durs et, dans l'immédiat, la position personnelle d'Ahmadinejad. À cet égard le rappel, dans le rapport annuel du Département d'État sur les droits de l'homme et la démocratie, précisant le montant de l'aide consacrée pour les promouvoir en Iran (66 M \$ en 2006), ne peut qu'être exploité par le pouvoir qui peut ainsi justifier des mesures de coercition. Les militants iraniens des droits de l'homme, notamment Akbar Ganji, récemment sorti de prison, ont souligné le caractère inopportun et contre-productif de telles annonces. Dans un pays à forte identité culturelle et affirmant une fierté nationale ombrageuse, des interventions mal ciblées ou maladroitement mettent les opposants dans une situation inconfortable en les faisant apparaître comme des suspects. Les déclarations de responsables américains affichant leur appui à la société civile ou dénonçant l'Iran comme partie intégrante de « l'axe du mal », ont les mêmes effets pervers. Elles sont autant d'éléments exploités par le régime, qui lui permet de renforcer les mesures de répression. Il en serait de même de sanctions mal calibrées qui pourraient permettre au pouvoir de faire porter la responsabilité des difficultés économiques sur les pays occidentaux : les modestes sanctions adoptées par le Conseil de Sécurité sont déjà exploitées en ce sens.

- Si le régime est profondément divisé sur la méthode, il reste uni sur l'essentiel : la volonté de survivre et de conserver les avantages acquis. Certes il existe des divergences, parfois violentes, entre le président Ahmadinejad qui s'appuie essentiellement sur les *pasdarans* et les *bassidjis* et l'alliance de circonstance formée entre certains conservateurs et réformistes, dont les chefs de file sont les anciens présidents Rasfandjani et Khatami associés à M. Karoubi, candidat réformiste malheureux lors des dernières élections présidentielles. En fait, il n'y a pas de réformistes libéraux que l'on pourrait opposer aux conservateurs ou aux extrémistes. La volonté de préserver les « valeurs » de la République islamique reste entière au sein du régime. Il n'y a de désaccord que sur la méthode, les uns apparaissant plus pragmatiques et conciliants, les autres plus idéologues.

Le pouvoir quadrille efficacement le terrain par des réseaux qui se ramifient dans tout le pays et qui sont constitués d'une clientèle dont les intérêts sont étroitement liés à la pérennité de la République islamique. À cet égard, les *pasdarans* et les *bassidjis* représentent le fer de lance du régime et des relais d'autant plus efficaces que les jeunes acteurs de la révolution de 1979 et les défenseurs de la « cause sacrée » de la guerre contre l'Irak sont maintenant aux postes de responsabilités. La clientèle populaire, notamment la société rurale très conservatrice, les associations d'anciens combattants, les *bazaris*⁶ et les religieux restent encore

⁶ Les *bazaris* sont les commerçants du bazar, notamment de Téhéran, qui ont joué un rôle important lors de la révolution de 1979 et qui restent un des piliers du régime.

dans leur majorité attachés au régime qui défend largement leurs intérêts. Il s'agit d'une solidarité clientéliste tout autant qu'idéologique. Ses privilèges sont politiques ; ils sont également économiques et financiers. Ce que l'on pourrait appeler la « pasdaranisation » de l'économie est une évolution nouvelle qui renforce leur emprise : les gardiens de la révolution développent en effet leur contrôle sur de nombreuses sociétés publiques en particulier dans les secteurs sensibles que sont les télécommunications ou les hydrocarbures.

À terme, une évolution est sans doute possible, voire inévitable. Le système électif, aussi contrôlé soit-il, peut modifier le régime de l'intérieur. Il est sûr que la jeunesse dans son ensemble à travers internet et les médias satellitaires, est influencée par le monde extérieur. Son niveau d'éducation s'est fortement élevé du fait de l'ouverture des universités à un nombre de plus en plus large d'étudiants, encouragée d'ailleurs par le régime. Cette jeunesse est une chance pour l'avenir de l'Iran. Cette nouvelle génération, lorsqu'elle accédera aux postes de responsabilité, peut changer le pays. Mais cela demandera du temps et ne pourra se faire sans à-coups et turbulences. Entre-temps, le régime continuera probablement à osciller entre libéralisation et répression, réforme et blocage, ouverture et repli sur soi, au gré du jeu des poids et contrepoids, sous la surveillance d'un Guide rompu au pilotage à vue. Cette « gouvernance » lui assure à la fois sa pérennité tout en constituant sa faiblesse : celle-ci est manifestement, tant au niveau national qu'international, plus à l'aise dans l'immobilisme et la capacité de nuisance que dans l'action constructive.

Conclusion

Il faut laisser le temps au temps : l'évolution vers une véritable démocratie ne pourra se faire en Iran, comme dans les autres pays de la région, que progressivement et de l'intérieur. Les interventions extérieures, en particulier lorsqu'elles sont intempestives ou brutales, ne peuvent faire que le jeu des pouvoirs en place et des éléments les plus conservateurs, voire conduire au chaos : à cet égard, les leçons de l'Irak devraient être méditées.

Par ailleurs, la question nucléaire n'est qu'un des aspects du contentieux qui existe entre les pays occidentaux et l'Iran. Il remonte à la Révolution de 1979, voire au-delà. Le poids de l'histoire et son impact dans l'inconscient collectif, restent très présents, de part et d'autre : l'affaire des otages a constitué en 1979 un traumatisme pour l'opinion publique américaine ; le coup d'État « organisé par la CIA » en 1953 contre Mossadegh reste dans la mémoire des Iraniens. Ainsi, l'intégration de l'Iran dans la « communauté internationale » passe par une négociation plus globale qui pourrait déboucher sur un système de sécurité collective faisant du Golfe une zone dépourvue d'armes de destruction massive où seraient garanties la sécurité des États et l'intangibilité des frontières. Un tel objectif passe par le dialogue avec l'Iran et la réunion d'une conférence internationale regroupant tous les pays riverains auxquels se joindraient les membres du Conseil de Sécurité. Un tel processus sera sans doute long et douloureux tant le poids de l'histoire est lourd et la méfiance est grande entre l'Iran et l'Occident. Il faut compter, à ce que les éléments, de part et d'autre, les plus radicaux fassent tout pour perturber une telle évolution, pourtant indispensable.